

## Jean-Baptiste André Godin à Julien Constant Gautier, 27 novembre 1878

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (19)

Collation 3p. (392r, 393r, 394r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Julien Constant Gautier, 27 novembre 1878, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 12/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49754>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [27 novembre 1878](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Famillistère

Destinataire [Gautier, Julien Constant](#)  
Lieu de destination Saint-Junien (Haute-Vienne)  
Scripteur / Scriptrice [Inconnu](#)

## Description

Résumé Sur la fondation d'une association syndicale de tous les corps d'état de la commune de Gautier : Godin discute les objections que le ministre de l'Intérieur fait au projet ; il fait des recommandations d'ordre juridique à Gautier pour la réussite de son projet.

Notes Destinataire et lieu de destination : selon l'index du registre de correspondance (entrée « Julien Constant Gautier » et non « Gautier Julien Constant »).

Support

- La lettre n'est pas de la main de Godin ni de celle de Marie Moret.
- La signature de la lettre n'est pas copiée.

## Mots-clés

[Problèmes sociaux](#), [Procédure \(droit\)](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

---

Guise le 28 J<sup>bre</sup> 1878

392

Monsieur.

J'ai attentivement examiné les remarquables statuts que vous m'avez communiqués avec votre lettre du 24 6<sup>me</sup> dernier, et la correspondance qui s'est échangée entre le Préfet de votre Département, le ministre de l'industrie et vous.

J'appréhends sincèrement à votre projet qui a tous les caractères d'une œuvre pratique. De progrès social, dont peuvent sortir les meilleurs résultats pour le bien être de ceux qui s'y adonnent; et si une seule chose peut déplaire que votre législation, en matière d'association et de concourse, soit une entrave à l'expression et à la mise en pratique d'idées aussi fécondes et utiles que la vôtre; mais cette législation, sans donner raison au Ministre, le laisse sans droit absolu de refuser les nombreuses autorisations sans lesquelles ne peuvent se fonder et fonctionner les associations quelque moral et humanitaire qu'en soit le but.

Mais le Ministre reproche à votre projet d'invoquer que l'association empruntera, sous forme d'association syndicale, tous les corps d'état de votre commune, dont les intérêts de mutualité seront gérés et représentés par une chambre syndicale; ce qui, à ses yeux, formerait une fédération d'associations en opposition formelle avec la jurisprudence établie.

Votre article 10 donne raison à cette appréciation de fait.  
 Il relève ensuite que votre projet soit des matières spéciales de mutualité qu'il ait généralement pour but les sociétés de secours mutuels, et embrasse des matières étrangères telles que priyances, contre le chômage, intervention dans les débats entre patrons et ouvriers, caisses de crédit, bibliothèque.

C'est bien compris, les objections du ministre peuvent bien se tenir qu'à la forme et, puisque nous avons encore pour quelque temps le malheur de vivre sous une législation et un régime qui ne laissent en dehors des associations religieuses, quelques libéralités qu'une société de secours mutuels, je ne m'arrêtais pas, à vrai dire, de s'entreprendre seule aussi lourde, devant la résistance administrative et, ne pouvant obtenir de réaliser une œuvre complète, j'essaierais de faire tout ce que permet la loi sans recourir à des autorisations.

Il est permis de fonder des sociétés libres de secours mutuels, pourvu qu'elles fonctionnent sous l'autorité gouvernementale et n'étant sujettes à dissolution que dans le cas de gestion frauduleuse ou si elles sont en de hors condition de société de bienfaisance.

Ne parlez plus de chambre syndicale, ni de corps de métier pourvu qu'il ne se constitue en sections séparées mais réunies sous la même association générale — mais d'une association de priyances et de secours mutuels entre tous les ouvriers sans distinction, de la commune qui y adhéreront et y seront admis en justifiant des qualités requises.

Donnez le pas, dans les œuvres de mutualité, à celles qui viennent au secours de la maladie, de l'infirmité par l'âge, des victimes du chômage.

Ajoutez comme accessoire, l'intervention pour secours du travail et apaise les différends entre patrons et ouvriers.

Indiquez que l'association pourra, quand sa situation le lui permettra, aider ses membres par des prêts et lui donner la ressource intellectuelle d'une bibliothèque.

Ne parlez pas de réunions publiques - Chaque fois que vous en voudrez faire une, vous en ferez la proclamation jusqu'à des temps indéfinis. Il sera, avec des réunions des adhérents aux heures du soir, et encore serait-il préférable, tout en faisant ces lectures avec l'assentiment du maire ou du préfet qui paraît bien digne, de les passer pour le moment sous silence dans les statuts.

Dans cette forme, vous serez certainement tout au moins toléré.

J'apprendrai avec plaisir qu'il aura prouvé à votre association, à quel point je souhaite la plus bonne réussite, l'attendre sous cette forme édulcorée, le temps prochain où il lui sera permis d'écrire les actes en liberté et sous son véritable nom.